

tout enrôlement de soldats, levée de troupes, amas d'armes et de munitions pour exécuter les complots et machinations mentionnés en l'article précédent;—Toute attaque ou résistance envers la force publique agissant contre l'exécution desdits complots;—Tout envahissement de ville, forteresse, magasin, arsenal, port ou vaisseau.—La loi du 30 prairial de l'an III de la République détermine les peines à infliger aux autres coupables des mêmes révoltes.

(74) ANCIEN ART. . . . et leurs biens seront confisqués.—*Modifié*, Ch. 57.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. II.

ART. 5. Tout commandant d'un corps de troupes, d'une flotte ou d'une escadre, d'une place forte ou d'un poste, qui en retiendra le commandement contre l'ordre du Roi;—Tout commandant qui tiendra son armée rassemblée lorsque la séparation en aura été ordonné;—Tout chef militaire qui retiendra sa troupe sous les drapeaux, lorsque le licenciement en aura été ordonné.—Seront coupables du crime de révolte et punis de mort.

NOTA. L'article 615 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV dispose de même.

(75) ANCIEN ART. . . . et ses biens seront confisqués.—*Modifié*, Ch. 57.

(76) ANCIEN ART. . . . et ses biens seront confisqués.—*Modifié*, Ch. 57.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. VI.

ART. 7. Quiconque sera convaincu d'avoir mis le feu à des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'État, ou à des matières combustibles disposées pour communiquer le feu aux édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés, sera puni de mort.

8. Quiconque sera convaincu d'avoir détruit par l'explosion d'une mine, ou disposé l'effet d'une mine pour détruire les propriétés mentionnées en l'article précédent, sera puni de mort.

(77) ANCIEN ART. . . . avec confiscation des biens.—*Modifié*, Ch. 54.

(78) ANCIEN ART. . . . avec confiscation des biens.—*Modifié*, Ch. 54.

ra (P. 91 *nota*), todo alistamiento de soldados, levantamiento de tropas, acopio de armas y de municiones para ejecutar los complots y maquinaciones mencionadas en el artículo anterior;—Todo ataque ó resistencia hácia la fuerza pública que obre contra la ejecución de dichos complots;—Toda invasión de ciudad, fortaleza, almacén, arsenal, puerto ó embarcación.—La ley de 30 prairial año III de la República, determina las penas que deben aplicarse á los demás culpables de los mismos motines.

(74) ANTIGUO ART. . . . y sus bienes serán confiscados.—*Modificado*, C. 57.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion II.

ART. 5. Todo comandante de un cuerpo de tropas, de una flota ó de una escuadra, de una plaza fuerte ó de un puesto, que retenga su mando contra la orden del Rey;—Todo comandante que retenga su ejército reunido, cuando se haya mandado su diseminación;—Todo gefe militar que retenga su tropa bajo las banderas, cuando se haya mandado su licenciamento, serán culpables del crimen de rebelion y castigados con la muerte.

NOTA. El artículo 615 del Código de delitos y penas de 3 Brumario año IV, dispone lo mismo.

(75) ANTIGUO ART. . . . y sus bienes serán confiscados.—*Modificado*, C. 57.

(76) ANTIGUO ART. . . . y sus bienes serán confiscados.—*Modificado*, C. 57.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. II, tit. I, seccion VI.

ART. 7. Cualquiera que sea convencido de haber dado fuego á edificios, almacenes, arsenaux, buques ú otras propiedades pertenecientes al Estado, ó á materias combustibles dispuestas para comunicar el fuego á los edificios, almacenes, arsenaux, buques ú otras propiedades, será castigado con la muerte.

8. Cualquiera que sea convencido de haber destruido por la explosion de una mina, ó dispuesto su efecto para destruir las propiedades mencionadas en el artículo anterior, será castigado con la muerte.

(77) ANTIGUO ART. . . . con confiscacion de bienes.—*Modificado*, C. 54.

(78) ANTIGUO ART. . . . con confiscacion de bienes.—*Modificado*, C. 54.

(79) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 614. Toutes pratiques et intelligences avec les révoltés, de la nature de celles mentionnées dans les deux articles précédens (P. 91 *note*, 92 *note*), seront punies conformément à l'article 612.

(80) L. 27 germ. an IV [16 avril 1796], portant des peines contre toute espèce de provocation à la dissolution du gouvernement républicain et tout crime attentatoire à la sûreté publique et individuelle.

ART. 6. Tous ceux qui se trouveront dans ces rassemblemens (P. 91 *note*), seront tenus de se retirer aussitôt après la première sommation qui leur en sera faite par le magistrat ou par le commandant de la force armée.—Ceux qui resteraient après cette sommation, seront saisis et punis, savoir: les étrangers ou déportés rentrés en France, de la peine mentionnée en l'article 1<sup>er</sup> de la présente résolution; ceux qui, ayant rempli des fonctions publiques, soit au choix du peuple, soit à tout autre titre, et ayant été mis en accusation ou hors de la loi, n'ont pas été acquittés par un jugement, de la peine de déportation; et tous autres, de la peine de cinq années de fers.

(81) L. 19 pluv. an XIII (8 fév. 1805), qui attribue aux cours de justice criminelle spéciales la connaissance du crime de rébellion envers toute force armée.

ART. 2. Le délit sera réputé commis avec armes, lorsqu'il aura été fait avec fusils, pistolets et autres armes à feu, sabres, épées, poignards, massues, et généralement avec tous instrumens tranchans, perçans ou contondans.—Ne seront réputés armes les cannes ordinaires sans dard ni ferrement, ni les couteaux fermans et servant habituellement aux usages ordinaires de la vie.

(82) ANCIEN ART. 102. Seront punis comme coupables des crimes et complots mentionnés dans la présente section, tous ceux qui, soit par discours tenus dans des lieux ou réunions publiques, soit par placards affichés, soit par des écrits imprimés, auront excité directement les citoyens ou habitans à les commettre.—Néanmoins, dans le cas où lesdites provocations n'auraient été suivies d'aucun effet, leurs auteurs seront simplement punis du bannissement.

(83) ANCIEN ART. 103. Toutes personnes qui,

(79) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 614. Todo comercio ó inteligencia con los sediciosos de la clase mencionada en los artículos anteriores (P. 91, *nota*, 92 *nota*), serán castigados conforme al artículo 612.

(80) L. de 27 germinal año IV [16 de Abril de 1796], señalando penas contra toda especie de provocacion á la disolucion del gobierno republicano, y todo crimen atentatorio á la seguridad pública é individual.

ART. 6. Todos los que se encuentren en estas reuniones (P. 91 *nota*), están en la obligacion de retirarse inmediatamente que se les haga la primera intimacion por el magistrado ó por el comandante de la fuerza armada.—Los que permanezcan despues de esta intimacion, serán aprehendidos y castigados, á saber: los extranjeros ó deportados vueltos á Francia, con la pena mencionada en el artículo 1<sup>o</sup> de la presente resolucion; los que habiendo desempeñado funciones públicas por eleccion popular ó por cualquiera otro título, y habiendo sido puestos en acusacion ó fuera de la ley, no hayan sido exonerados por una sentencia, con la pena de deportacion; y todos los demás con la pena de cinco años de grillete.

(81) L. de 19 pluvial año XIII [8 de Febrero de 1805], que concede á las cortes de justicia criminal especiales, el conocimiento del crimen de rebelion contra la fuerza armada.

ART. 2. Será reputado delito cometido con armas, cuando se haya hecho con fusiles, pistolas y otras armas de fuego, sables, espadas, puñales, mazas y generalmente con todo instrumento cortante, punzante ó contundente.—No se reputan como armas, los bastones comunes sin estilete ni herraje, ni navajas que sirven habitualmente para los usos ordinarios de la vida.

(82) ANTIGUO ART. 102. Se castigarán como culpables de los crímenes y complots mencionados en la presente seccion, todos los que, ya por discursos pronunciados en lugares ó reuniones públicas, ya con carteles fijados ó ya con escritos impresos, hayan escitado directamente á los ciudadanos ó habitantes á cometerlos.—Sin embargo, en el caso en que dichas provocaciones no hayan producido ningun efecto, se castigará á sus autores simplemente con destierro.

(83) ANTIGUO ART. 103. Todas las personas que



ayant eu connaissance de complots formés ou de crimes projetés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, n'auront pas fait la déclaration de ces complots ou crimes, et n'auront pas révélé au gouvernement, ou aux autorités administratives ou de police judiciaire, les circonstances qui en seront venues à leur connaissance, le tout dans les vingt-quatre heures qui auront suivi ladite connaissance, seront, lors même qu'elles seront reconnues exemptes de toute complicité, punies, pour le seul fait de non-révélation, de la manière et selon les distinctions qui suivent.

(84) ANCIEN ART. 104. S'il s'agit du crime de lèse-majesté, tout individu qui, au cas de l'article précédent, n'aura point fait les déclarations qui y sont prescrites, sera puni de la réclusion.

(85) ANCIEN ART. 105. A l'égard des autres crimes ou complots mentionnés au présent chapitre, toute personne qui en étant instruite n'aura pas fait les déclarations prescrites par l'article 103, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs.

(86) ANCIEN ART. 106. Celui qui aura eu connaissance desdits crimes ou complots non révélés ne sera point admis à excuse sur le fondement qu'il ne les aurait point approuvés, ou même qu'il s'y serait opposé, et aurait cherché à en dissuader les auteurs.

(87) ANCIEN ART. 107. Néanmoins, si l'auteur du crime ou complot est époux, même divorcé, ascendant ou descendant, frère ou sœur, ou allié aux mêmes degrés, de la personne prévenue de réticence, celle-ci ne sera point sujette aux peines portées par les articles précédents; mais elle pourra être mise, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant un temps qui n'excédera pas dix ans.

(88) ANCIEN ART. 108. Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs des complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné, aux autorités mentionnées en l'article 103, connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou

habiendo tenido conocimiento de complots formados, ó de crímenes perpetrados contra la seguridad interior ó exterior del Estado, no hayan hecho la declaracion de estos complots ó crímenes, y no hayan revelado al gobierno ó á las autoridades administrativas ó de policia judicial, las circunstancias que de esto hayan llegado á su noticia, todo dentro de las veinticuatro horas que hayan seguido á dicho conocimiento, y aun cuando se reconozca que están exentas de toda complicidad, se castigarán por solo el hecho de no revelacion, de la manera y segun las distinciones que siguen.

(84) ANTIGUO ART. 104. Si se tratare del crimen de lesa-majestad, todo individuo que en el caso del artículo anterior, no haya hecho las declaraciones que en él se prescriben, se castigará con la reclusion.

(85) ANTIGUO ART. 105. Respecto de los demas crímenes ó complots mencionados en el presente capítulo, toda persona que estando instruida de ellos, no haya hecho las declaraciones prescrites por el artículo 103, se castigará con una prision de dos á cinco años, y con una multa de quinientos á dos mil francos.

(86) ANTIGUO ART. 106. Al que haya tenido conocimiento de dichos crímenes ó complots no revelados, no se le admitirá excusa, alegando que no los habia aprobado ó aun que se habia opuesto á ellos y habia procurado distadir á los autores.

(87) ANTIGUO ART. 107. Sin embargo, si el autor del crimen ó complot es esposo, aunque esté divorciado, ascendiente ó descendiente, hermano ó hermana ó deudo en los mismos grados de la persona acusada de reticencia, ésta no estará sujeta á las penas señaladas en los artículos anteriores; pero podrá ser puesta por el fallo ó por la sentencia, bajo la vigilancia especial de la alta policia, durante un tiempo que no esceda de diez años.

(88) ANTIGUO ART. 108. Quedarán exentos de las penas pronunciadas contra los autores de complots ú otros crímenes atentatorios á la seguridad interior ó exterior del Estado, los culpables que, antes de toda ejecucion ó tentativa de esos crímenes ó complots, y antes de que comiencen las diligencias, hayan sido los primeros en dar á las autoridades mencionadas en el artículo 103, conocimiento de ellos y de sus autores ó cómplices, ó

complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices.—Les coupables qui auront donné ces connaissances ou procuré ces arrestations pourront néanmoins être condamnés à rester pour la vie ou à temps sous la surveillance spéciale de la haute police.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(89) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 1<sup>er</sup>. Tous complots ou attentats pour empêcher la réunion ou pour opérer la dissolution d'une assemblée primaire, ou d'une assemblée électorale, seront punis de la peine de la gêne pendant quinze ans.

2. Quiconque sera convaincu d'avoir, par force ou violence, écarté ou chassé un citoyen actif d'une assemblée primaire, sera puni de la peine de la dégradation civique.

3. Si des troupes investissent le lieu des séances desdites assemblées, ou pénètrent dans son enceinte sans l'autorisation ou la réquisition desdites assemblées, le ministre ou commandant qui en aura donné ou contre-signé l'ordre, les officiers qui l'auront fait exécuter, seront punis de la peine de la gêne pendant quinze années.

NOTA. Los artículos 616, 617 et 618 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV reproduisent ces trois articles.

(90) ANCIEN ART. 111. Tout citoyen qui étant chargé, dans un scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris falsifiant ces billets ou en soustrayant de la masse, ou y en ajoutant, ou inscrivant sur les billets des votans non lettrés des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés, sera puni de la peine du carcan.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(91) CONSTIT 5 fruct. an III [22 août 1795].

ART. 32. Tout citoyen qui est légalement convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage, est exclu des assemblées primaires et communales, et de toute fonction publique, pendant vingt ans; en cas de récidive, il l'est pour toujours.

L. 4 therm. an V [22 juillet 1795].

La peine déterminée par l'article 32 de la cons-

que, aun despues de haber comenzado las diligencias, hayan procurado la aprehension de dichos autores ó cómplices.—Los culpables que hayan dado estas noticias ó procurado estas aprehensiones, podrán, sin embargo, ser condenados á permanecer de por vida ó por tiempo, bajo la vigilancia especial de la alta policia.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(89) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 1<sup>o</sup>. Todo complot ó atentado para impedir la reunion ó para efectuar la disolucion de una asamblea primaria ó de una electoral, serán castigados con la pena de mortificacion por quince años.

2. Cualquiera que sea convencido de haber desviado ó lanzado por medio de la fuerza ó de la violencia, á un ciudadano apto, de una asamblea primaria, se castigará con la pena de degradacion civica.

3. Si el lugar de las sesiones de dichas asambleas, fuere investido por tropas ó éstas penetrasen en su recinto, sin la autorizacion ó requerimiento de dichas asambleas, el ministro ó comandante que haya dado ó refrendado la orden para ello y los oficiales que la hayan hecho cumplir, se castigarán con pena de la mortificacion por quince años.

NOTA. Los artículos 616, 617 y 618 del Código de delitos y penas de 3 brumario, año IV, reproducen estos tres artículos.

(90) ANTIGUO ART. 111. Todo ciudadano que estando encargado de un escrutinio, del exámen de las boletas que contengan los sufragios de los ciudadanos, que sea sorprendido falsificando estas boletas ó sustrayéndolas del total, ó agregando á ellas, ó escribiendo en las de los votantes no letrados, diversos nombres de los que les hubieren dicho, será castigado con la pena de la argolla.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(91) CONSTITUCION de 5 fructidor, año III [22 de Agosto de 1795].

ART. 32. Todo ciudadano que sea legalmente convencido de haber vendido ó comprado un voto, será excluido de las asambleas primarias y municipales y de toda funcion pública, durante veinte años; en caso de reincidencia lo será para siempre.

L. 4 thermidor, año V [22 de Julio de 1795].

La pena determinada por el artículo 32 de la



titution est infamante; les prévenus seront en conséquence soumis au jury d'accusation et de jugement, dans les formes ordinaires.

(\*) CONSTIT. 22 frim. an VIII [13 déc. 1799].

ART. 75. Les agens du gouvernement, autres que les ministres, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du conseil d'État: en ce cas, la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires.

(92) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 19. Tout attentat contre la liberté individuelle, base essentielle de la constitution française, sera puni ainsi qu'il suit:—Tout homme, quel que soit sa place ou son emploi, autre que ceux qui ont reçu de la loi le droit d'arrestation, qui donnera, signera, exécutera l'ordre d'arrêter une personne vivant sous l'empire et la protection des lois françaises, ou l'arrêtera effectivement, si ce n'est pour la remettre sur-le-champ à la police dans les cas déterminés par la loi, sera puni de la peine de six années de gêne.

NOTA. L'article 634 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV statue de même.

(\*\*) Les articles 68 et 67 du sénatus-consulte du 28 floréal an XII se rattachaient à l'institution, aujourd'hui abolie, d'une *commission sénatoriale de la liberté individuelle* et d'une *commission sénatoriale de la liberté de la presse*.

(93) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 20. Si ce crime (P. 115 *note*) était commis en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, le ministre qui l'aura contre-signé sera puni de la peine de douze années de gêne.

NOTA. L'article 635 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV statue de même.

(94) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 25. Dans tous les cas mentionnés en la présente section et dans les précédentes, où les ministres sont rendus responsables des ordres qu'ils auront donnés ou contre-signés, ils pourront être admis à prouver que leur signature a été surprise; et en conséquence les auteurs de la surpri-

constitution, es infamante; en consecuencia, los presuntos reos se someterán al jurado de acusación y de sentencia, en las formas ordinarias.

(\*) CONSTITUCION de 22 frimario, año VIII [13 de Diciembre de 1799].

ART. 75. Los agentes del gobierno que no sean los ministros, no podrán ser perseguidos por hechos relativos á sus funciones, sino en virtud de una decisión del consejo de Estado: en este caso, la persecucion tendrá lugar ante los tribunales ordinarios.

(92) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 19. Todo atentado contra la libertad individual, base esencial de la constitucion francesa, será castigado como sigue:—Todo individuo, sea cual fuere su colocacion ó su empleo, diverso de los que hayan recibido de la ley el derecho de aprehension, que dé, firme, ejecute la orden de aprehender á una persona que viva bajo el imperio y la proteccion de las leyes francesas, ó la aprehenda efectivamente, si no es para entregarla inmediatamente á la policia, en los casos determinados por la ley, será castigado con la pena de seis años de mortificacion.

NOTA. El artículo 634 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, establece lo mismo.

(\*\*) Los artículos 63 y 67 del Senatus-consulto de 28 floreal año XII, se referian á la institucion, hoy abolida, de una *comision senatorial de la libertad individual*, y de una *comision senatorial de la libertad de la prensa*.

(93) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 20. Si este crimen (P. 115 *nota*), fuere cometido en virtud de una orden emanada del poder ejecutivo, el ministro que la haya refrendado será castigado con la pena de doce años de mortificacion.

NOTA. El artículo 635 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, dispone lo mismo.

(94) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 25. En todos los casos mencionados en la presente seccion y en las anteriores, en que los ministros se hayan hecho responsables de órdenes que hayan dado ó refrendado, podrán ser admitidos para probar que su firma ha sido sorprendida; y en consecuencia, los autores de la sorpresa

se seront poursuivis, et, s'ils sont convaincus, ils seront condamnés aux peines que le ministre aurait encourues.

NOTA. L'article 640 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV dispose de même.

(95) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 21. Tout geôlier et gardien de maison d'arrêt, de justice, de correction ou de prison pénale, qui recevra ou retiendra ladite personne, sinon en vertu de mandat, ordonnance, jugement ou autre acte légal, sera puni de la peine de six années de gêne.

NOTA. L'article 636 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV dispose de même.

(96) ANCIEN ART. . . . Ou une cour spéciale.—*Modifié*, Ch. 54.

(97) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. I, sect. III.

ART. 22. Quoique ladite personne (P. 120 *note*), ait été arrêtée en vertu d'un acte légal, si elle est détenue dans une maison autre que les lieux légalement et publiquement désignés pour recevoir ceux dont la détention est autorisée par la loi, ceux qui auront donné l'ordre de la détenir, ou qui l'auront détenue, ou qui auront prêté leur maison pour la détenir, seront punis de la peine de six années de gêne.—Si ce crime était commis en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, le ministre qui l'aura contre-signé sera puni de la peine de douze années de gêne.

NOTA. L'article 637 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV dispose de même.

(98) ANCIEN ART. . . . et leurs biens seront confisqués.—*Modifié*, Ch. 57.

(\*) L. 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, tit. II.

ART. 13. Les fonctions judiciaires son distinctes, et demeureront toujours séparées des fonctions administratives: les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les operations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.

DECR. 16 fruct. an III [2 sept. 1795].

Défenses itératives sont faites aux tribunaux de

serán perseguidos, y si fueren convencidos, serán condenados á las penas en que el ministro hubiera incurrido.

NOTA. El artículo 640 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, dispone lo mismo.

(95) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 21. Todo carcelero y custodio de cárcel de detencion, de enjuiciados, de correccion ó de sentenciados, que reciba ó retenga dicha persona; si no es en virtud de mandato, orden, sentencia ú otro acto legal, serán castigados con la pena de seis años de mortificacion.

NOTA. El artículo 636 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, dispone lo mismo.

(96) ANTIQVO ART. . . . O una corte especial.—*Modificado*, C. 54.

(97) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. I, seccion III.

ART. 22. Aunque dicha persona (P. 120 *nota*), haya sido aprehendida en virtud de un acto legal, si ella hubiere sido detenida en alguna casa diversa de los lugares, legal y públicamente designados para recibir á aquellos cuya detencion esté autorizada por la ley, todos los que hayan dado la orden para detenerla, que la hayan detenido ó que hayan prestado su casa para detenerla, se castigarán con la pena de seis años de mortificacion.—Si este crimen hubiere sido cometido en virtud de una orden emanada del poder ejecutivo, el ministro que la hubiere refrendado será castigado con la pena de doce años de mortificacion.

NOTA. El artículo 637 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, dispone lo mismo.

(98) ANTIQVO ART. . . . y sus bienes serán confiscados.—*Modificado*, C. 57.

(\*) L. 16—24 de Agosto de 1790, sobre la organizacion judicial, tit. II.

ART. 13. Las funciones judiciales son distintas y permanecerán siempre separadas de las funciones administrativas: los jueces no podrán, so pena de prevaricacion, entorpecer de cualquiera manera que sea, las operaciones de los cuerpos administrativos, ni citar ante sí, á los administradores por razon de sus funciones.

DECR. de 16 fructidor año III [2 de Setiembre de 1795].

Se hacen prohibiciones iterativas á los tribuna-



connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit.

(99) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 642. La peine de la forfaiture consiste dans la déclaration du tribunal, que celui qui en est convaincu est incapable de remplir aucune fonction ou emploi public, et d'exercer aucun droit de citoyen pendant vingt ans.

644. Sont coupables de forfaiture,—1° Les juges des tribunaux civils de département, qui ne convoqueraient pas les assemblées primaires dans le cas prévu par l'article 105 de la constitution;—2° Les juges qui prononceraient ou signeraient un jugement sur la recherche et l'accusation d'un citoyen qui est ou qui aurait été membre du corps législatif, à raison de ce qu'il a dit ou écrit dans l'exercice de ces fonctions;—3° Les juges de paix ou autres qui, hors les cas prévus par les articles 112 et 113 de la constitution, auraient donné ordre de saisir ou d'arrêter un membre du corps législatif;—4° Tout juge qui s'immiscerait dans l'exercice du pouvoir législatif, en faisant des réglemens, ou qui se permettrait d'arrêter ou de suspendre l'exécution de la loi dans l'étendue de sa juridiction;—5° Tout officier de police qui n'a point exprimé formellement les motifs de l'arrestation dans un mandat d'arrêt, et cité la loi qui l'autorise à le décerner;—6° Tout officier de police sur l'ordre duquel un citoyen aurait été retenu en charte privée, sans avoir été conduit dans la maison d'arrêt, de justice ou de détention;—7° Tout juge civil ou criminel, tout juge de paix, tout assesseur de juge de paix, qui, moyennant argent, présent ou promesse, a trafiqué de son opinion ou de l'exercice du pouvoir qui lui est confié;—8° Les accusateurs publics, dans le cas prévu par l'article 279;—9° Les présidens des tribunaux criminels, dans le cas de l'article 295.

(100) ANCIEN ART. 132. Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

les de conocer de los actos de administracion, sean de la especie que fueren, bajo las penas de derecho.

(99) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 642. La pena de prevaricato consiste en la declaracion del tribunal, de que el que sea convencido de este delito, queda inhabil para desempeñar ninguna funcion ó empleo público y para ejercer ningun derecho de ciudadano durante veinte años.

644. Son culpables de prevaricato,—1° Los jueces de los tribunales civiles de departamento que no convocaren para las asambleas primarias en el caso previsto en el artículo 105 de la constitucion;—2° Los jueces que pronunciaren ó firmaren una sentencia sobre la investigacion y la acusacion de un ciudadano, que sea ó haya sido miembro del cuerpo legislativo, por razon de lo que haya dicho ó escrito, en el ejercicio de sus funciones;—3° Los jueces de paz ú otros que, fuera de los casos previstos por los artículos 112 y 113 de la constitucion, hubieren dado la orden de aprehender á un miembro del cuerpo legislativo;—4° Todo juez que se mezclare en el ejercicio del poder legislativo haciendo reglamentos, ó que se permitiere contener ó suspender el cumplimiento de la ley en la estension de su jurisdiccion;—5° Todo empleado de policia que no haya expresado formalmente los motivos de la aprehension en un mandato de prision, ni citado la ley que lo autoriza para espedirlo;—6° Todo empleado de policia por cuya orden haya estado un ciudadano retenido en arresto privado, sin haber sido conducido á la cárcel de detencion ó de enjuiciados;—7° Todo juez civil ó criminal, todo juez de paz, todo asesor de juez de paz, que por medio de dinero, obsequios ó promesas haya traficado con su opinion ó con el ejercicio del poder que se le ha confiado;—8° Los acusadores públicos en el caso previsto por el artículo 279;—9° Los presidentes de los tribunales criminales, en el caso del artículo 295.

(100) ANTIGUO ART. 132. Cualquiera que haya contrahecho ó adulterado las monedas de oro ó de plata que tengan curso legal en Francia, ó que haya tenido parte en la emision ó en la esposicion de dichas monedas contrahechas ó adulteradas, ó en su introduccion en el territorio frances, se castigará con la muerte y sus bienes serán confiscados.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. VI.

ART. 1<sup>er</sup>. Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait ou altéré les espèces ou monnaies nationales ayant cours, ou d'avoir contribué sciemment à l'exposition desdites espèces ou monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction dans l'enceinte de l'Empire français, sera puni de la peine de quinze années de fers.

L. 14 germ. an XI [4 avril 1803], relative aux pièces d'or et d'argent rognées ou altérées.

ART. 5. Les auteurs, fauteurs et complices de l'altération et de la contrefaçon des monnaies nationales, seront punis de mort.

(101) ANCIEN ART. 133. Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(102) ANCIEN ART. 136. Ceux qui auront eu connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, contrefaites ou altérées, et qui n'auront pas, dans les vingt-quatre heures, révélé ce qu'ils savent aux autorités administratives ou de police judiciaire, seront, pour le seul fait de non-révélation, et lors même qu'ils seraient reconnus exempts de toute complicité, punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

(103) ANCIEN ART. 137. Sont néanmoins exceptés de la disposition précédente les ascendans et descendans, époux même divorcés, les frères et sœurs des coupables, ou les alliés de ceux-ci aux mêmes degrés.

(104) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 545. Si un particulier, complice d'une fabrication de fausse monnaie métallique ou autre, vient le premier la dénoncer, il est exempt de la peine qu'il a encourue.—Il reçoit en outre une récompense pécuniaire, s'il procure l'arrestation

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. II, seccion VI.

ART. 1<sup>o</sup> Cualquiera que sea convencido de haber contrahecho ó adulterado las especies ó monedas nacionales que se hallen en corriente, ó de haber contribuido á sabiendas, á la esposicion de dichas especies ó monedas contrahechas ó adulteradas, ó á su introduccion en el territorio del imperio frances, se condenará á la pena de quince años de cadena.

L. de 14 germinal año XI [4 de Abril de 1803], relativa á las monedas de oro y plata, recortadas ó adulteradas.

ART. 5. Los autores, fautores y cómplices de la alteracion y falsificacion de monedas nacionales, se castigarán con pena de la vida.

(101) ANTIGUO ART. 133. El que hubiere contrahecho ó adulterado monedas de vellon ó de cobre que tengan curso legal en Francia, ó que haya tenido participio en la emision ó esposicion de dichas monedas contrahechas ó adulteradas, ó en su introduccion en el territorio frances, será castigado con trabajos forzados perpetuos.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(102) ANTIGUO ART. 136. Los que hayan tenido conocimiento de una fábrica ó de un depósito de monedas de oro, de plata, de vellon ó de cobre, con curso legal en Francia, contrahechas ó adulteradas, y que dentro de veinticuatro horas no hayan revelado lo que saben á las autoridades administrativas ó de policia judicial, serán castigados con una prision de un mes á dos años, por solo el hecho de la no revelacion; y aun cuando se haya justificado que están exentos de toda complicidad.

(103) ANTIGUO ART. 137. Serán, sin embargo, esceptuados de la disposicion anterior, los ascendientes y descendientes, esposos aun cuando estén divorciados, los hermanos y hermanas de los culpables, ó los deudos de éstos en los mismos grados.

(104) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 545. Si un particular, cómplice de una fabricacion de moneda falsa metálica ó de otra clase, fuese el primero en denunciarla, quedará exento de la pena en que habia incurrido.—Recibirá ademas, una recompensa pecuniaria si pro-